



MINISTÈRE DU CADRE DE VIE
ET DES TRANSPORTS
EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

01 BP 3502-3621 Cotonou BÉNIN
Tél. : +229 21 31 81 45 / 21 31 55 08
sprmpmcvdd@gmail.com

MARCHE DE SERVICES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL

émis le :

pour les services de :

Accord-cadre à bon de commande sur trois ans pour le gardiennage des
locaux des directions départementales du cadre de vie

Appel d'offre n° : S_PPSS_120913

Source de financement : BUDGET NATIONAL

Gestion : 2026

Imputation budgétaire : 114003005-6149

Accord de prêt : NEA NT



JUIN 2026

Jeune Sourou OGOUBI



Table des matières

PREMIERE PARTIE - PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES	3
Section 0. Avis d'appel d'offres	4
Section I. Règlement particulier de l'appel d'offres	7
Sous-section A. Instructions aux candidats	7
Section I. Règlement particulier de l'appel d'offres	9
Sous-section A. Instructions aux candidats	9
Sous-section A : Instructions aux candidats	11
Sous-section B. : Données particulières de l'appel d'offres (DPAO)	39
Sous-section C. Critères d'évaluation et de qualification	44
Section II. Formulaire de soumission	65
PARTIE II – PROGRAMME D'ACTIVITES	116
Section III. Programme d'activités	117
PARTIE III –MARCHE	122
Section IV. Cahier des clauses administratives générales CCAG	123
Section V. Cahier des clauses administratives particulières CCAP	141
1. Engagement du titulaire	146
2. Moyen à mettre en œuvre	147
3. Obligation en termes de production de résultats/rapports	147
Section VIII. Formulaire du Marché	158
Modèle d'Acte d'engagement (non applicable)	159
Modèle de garantie de bonne exécution (garantie émise par une institution bancaire ou un organisme financier habilité par le Ministre en charge des finances)	161
Modèle de garantie de bonne exécution (Cautionnement)	163
Modèle de garantie de restitution de l'avance de démarrage (garantie émise par une institution bancaire ou un organisme financier habilité par le Ministre en charge des finances)	165
Modèle de garantie de restitution de l'avance de démarrage (cautionnement)	167
Modèle de déclaration sur l'honneur tenant lieu de garantie de restitution de l'avance de démarrage au profit des MPME	169
Modèle de lettre de confirmation de la capacité financière	170
FORMULAIRE DE DIVULGATION DES BENEFICIAIRES EFFECTIFS	171
Modèle de marché	173

PREMIERE PARTIE - PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES

BON A LANCER
DNCMP / DCMP / MCVT

Section 0. Avis d'appel d'offres

Nom de l'Autorité contractante : Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable

Objet : Accord-cadre à bon de commande sur trois ans pour le gardiennage des locaux des directions départementales du cadre de vie

Référence de l'AAO : S_PPSS_120913

Avis n° :056...../MCVT/PRMP/DC/SGM/PPSS/S-PRMP du.....07-07-2026

Identification de la procédure : Avis d'appel d'offres Ouvert National

1. Cet avis d'appel d'offres fait suite au plan de passation des marchés publics du **Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable** publié sur le portail web des marchés publics le 23-06-2026 (version 4).
2. Le **Ministère du Cadre de Vie et des Transports, en charge du Développement Durable** a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds issu du Budget National Gestion 2026, afin de financer le **Programme de Pilotage et Soutien aux Services PPSS**, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché relatif à l'accord cadre à bon de commande sur trois ans pour le gardiennage des locaux des directions départementales du cadre de vie (Référence SIGMAP : S_PPSS_120913).
3. Le **Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable** sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les services suivants : **gardiennage des locaux des directions départementales du cadre de vie**. Les prestations sont réparties en deux (02) lots comme suit :

LOT1 : Gardiennage des locaux des directions départementales du cadre de vie de l'Atlantique, du Mono et de l'Ouémé ;

LOT2 : Gardiennage des locaux des directions départementales du cadre de vie du Zou, du Borgou et de l'Atacora.

NB : Les lots constitutifs de ce marché sont distincts. Une entreprise ou groupement d'entreprises peut soumissionner pour un ou l'ensemble des lots et pourra être attributaire d'un (01) ou de l'ensemble des lots dès qu'il dispose des capacités techniques et financières requises permettant d'exécuter les marchés afférents (le personnel et le matériel ainsi que les autres critères devront être distincts pour chacun des lots). Lorsqu'un soumissionnaire a présenté des offres plus avantageuses sur plusieurs lots dont il ne peut être attributaire à la fois, on lui attribuera le lot sur lequel l'écart entre le montant du suivant immédiat et son montant est le plus élevé.

Les lots devront être déposés séparément. Des variantes ne pourront pas être prises en compte.

4. La participation à cet appel d'offres ouvert telle que définie dans la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant Code des marchés publics en République du Bénin concerne tous les candidats, remplissant les conditions définies dans le présent dossier d'appel d'offres ouvert et qui ne sont pas frappés par les dispositions des clauses 61 et 121 de ladite loi.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Personne responsable des marchés publics **01 BP 3502-3621 Cotonou Tél. 01 21 31 55 08 / fax : 0121315081**; Email : myacobi@gouv.bj et prendre connaissance des documents d'appel d'offres au secrétariat de la personne responsable des marchés publics ; à l'adresse mentionnée ci-après : **Secrétariat permanent des marchés publics : 01 BP 3502-3621 Cotonou Tél. 01 21 31 55 08 / fax : 0121315081 , Email : sprmpmcvdd@gmail.com ; Tél. 01 21 31 55 08 / fax : 0121315081, Bureau 103 sise au 1^{er} étage du Bâtiment EX-DPP du Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable de 8 heures 00 à 12heures 30 et de 14 heures 00 à 17 heures 30 heure locale (GMT +1) tous les jours ouvrables.**

6. Les exigences en matière de qualification sont :

a) Pour les anciennes entreprises

➤ **Exigences techniques et expériences :**

- ✓ Être une entreprise exerçant dans le domaine de la surveillance ou le gardiennage ou la sécurité ou de protection des personnes, des biens et services justifié par le registre de commerce et de crédit mobilier ou les statuts.
- ✓ Disposer du personnel conformément au point 5 de la sous-section : Critères d'évaluation et de qualification
- ✓ Disposer du matériel conformément au point 6 de la sous-section : Critères d'évaluation et de qualification
- ✓ Disposer en original ou en copie légalisée d'un agrément en cours de validité délivré par le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique pour l'exercice d'activité privée de sécurité et de gardiennage et de protection physique des personnes
- ✓ Présenter deux marchés similaires déjà exécutés pour les anciennes entreprises suivie des attestations de bonne fin d'exécution assorties des contrats (page de garde, page de signature et pages portant le montant en copies simples) ou des procès-verbaux de réception définitive, signés par les maîtres d'ouvrage ou leurs représentants (administration publique, sociétés ou offices d'Etat ou mixtes, représentations ou organisations internationales au Bénin), ou toutes autres personnes morales de droit privé pour les trois (03) dernières années (2023, 2024, 2025) et de l'année en cours (2026).

NB : On entend par marché similaire, un **marché de surveillance ou de gardiennage ou de protection des personnes, des biens et services** de montant au moins :

- Quarante-huit millions (48.000.000) francs CFA hors taxes pour le lot 1 ;
- Quarante-huit millions (48.000.000) francs CFA hors taxes pour le lot 2 ;

➤ **Exigences financières :**

- ✓ Avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen des activités de surveillance ou de gardiennage ou de protection des personnes, des biens et services au cours des trois (03) dernières années (2023, 2024 et 2025) au moins égal à **soixante-trois millions (63 000 000) francs CFA** hors taxes pour chacun des lots 1 et 2 justifié par des états financiers établis dans les formes prescrites par l'annexe A-3-2 point 1 (la page de certification doit être en original ou en copie légalisée pour les certifications manuelles et en copies simples et lisibles pour les certifications électroniques);
- ✓ Avoir accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédits, autres que l'avance de démarrage éventuelle à hauteur de **trois millions quatre-cent quatre-vingt-quinze mille sept cent soixante-trois (3 495 763) francs CFA** pour chacun des lots 1 et 2 justifiés par une attestation d'une banque ou institution financière agréée ou ayant un correspondant au Bénin.

b) Pour les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas encore trois (03) années d'existence

➤ **Exigences techniques et expériences :**

- ✓ Être une entreprise exerçant dans le domaine de la surveillance ou le gardiennage ou la sécurité ou de protection, des personnes, des biens et services justifié par le registre de commerce et de crédit mobilier ou les statuts.
- ✓ Disposer du personnel conformément au point 5 de la sous-section : Critères d'évaluation et de qualification
- ✓ Disposer du matériel conformément au point 6 de la sous-section : Critères d'évaluation et de qualification
- ✓ Disposer en original ou en copie légalisée d'un agrément en cours de validité délivré par le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique pour l'exercice d'activité privée de sécurité et de gardiennage et de protection physique des personnes

➤ **Exigences financières**

- ✓ Les entreprises naissantes devront fournir le bilan d'ouverture et les états financiers de leurs années d'existence établis dans les formes prescrites par l'annexe A-3-2 point 1 (la page de certification doit être en original ou en copie légalisée pour les certifications manuelles et en copies simples et lisibles pour les certifications électroniques) ;
- ✓ Avoir accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédits, autres que l'avance de démarrage éventuelle à hauteur de **trois millions quatre-cent quatre-vingt-quinze mille sept cent soixante-trois (3 495 763) francs CFA** pour chacun des lots 1 et 2 justifiés par une attestation d'une banque ou institution financière agréée ou ayant un correspondant au Bénin.
- ✓ Fournir l'original d'une attestation d'assurance des risques professionnels d'un montant de **soixante-neuf millions deux cent seize mille cent deux (69 216 102) francs CFA** pour chacun des lots 1 et 2 ;

NB :

Les attestations de bonne fin/travail comporteront les références et objets des marchés similaires.

L'autorité contractante se réserve le droit de faire vérifier l'authenticité des documents produits par le soumissionnaire. En tout état de cause et en application des dispositions de l'article 122 du code des marchés publics, la fourniture délibérée d'informations ou de déclarations fausses ou mensongères, expose l'auteur aux sanctions prévues par la loi.

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

7. Le délai de réalisation est de **trente-six (36) mois** pour chacun des lots. Un bon de commande sera émis annuellement pour chaque lot.
8. Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le dossier complet d'appel d'offres à compter du **13/07/2026**. Le dossier d'appel d'offres en version papier ou en version électronique sous le format PDF sera immédiatement remis aux candidats intéressés sur simple présentation de ces derniers au secrétariat permanent des marchés publics : **secrétariat de la PRMP du MCVT : 01 BP 3621 Cotonou, Email : sprmpmcevdd@gmail.com, Tél. 01 21 31 55 08 / fax : 0121315081, Bureau 103 sise au 1^{er} étage du Bâtiment EX-DPP du Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable de 8 heures 00 à 12 heures 30 et de 14 heures 00 à 17 heures 30 minutes heure locale (GMT +1) tous les jours ouvrables.** Le dossier d'appel d'offres sera adressé aux candidats à leurs frais par DHL. Ce dossier peut être téléchargé sur le site web : <https://www.marches-publics.bj> ou obtenu par voie électronique à condition que le candidat remplisse la fiche de retrait du dossier.

Ce retrait est matérialisé par une fiche de décharge établie selon un modèle mis à disposition par l'Autorité de régulation des marchés publics.

9. Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées par lot en deux (02) exemplaires physiques à savoir un (01) original et une (01) copie, ainsi qu'une (01) version électronique scannée de l'offre sur clé USB sous le format PDF, le tout dans une enveloppe unique à l'adresse ci-après : **secrétariat de la PRMP du MCVT : 01 BP 3621 Cotonou, , Tél. 01 21 31 55 08 / fax : 0121315081, Bureau 103 sise au 1^{er} étage du Bâtiment EX-DPP du Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable au plus tard le **04/08/2026** à **09** heures **00** minutes heure locale (GMT +1).** Le défaut de présentation de l'offre suivant les modalités prévues ci-dessus est **éliminatoire**. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des soumissionnaires concernés.

10. Les offres (versions physique et électronique) seront ouvertes en présence des candidats ou de leurs représentants qui souhaitent être présents, à l'adresse ci-après : **Salle de réunion de la Personne Responsable des Marchés Publics sise au 1^{er} étage du Bâtiment EX-DPP du Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable à **10** heures **30** mn heure locale (GMT +1).**

11. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de **six cent vingt-neuf mille deux cent trente-sept (629 237) F CFA** pour chacun des lots 1 et 2.

En ce qui concerne les micros, petites et moyennes entreprises, la garantie de l'offre peut prendre la forme d'une simple lettre de déclaration suivant le modèle prévu dans les formulaires de soumission du dossier d'appel d'offres. La déclaration de garantie doit être appuyée de l'original ou de la copie légalisée de l'attestation d'identification du statut de Micro, Petite ou Moyenne Entreprise (MPME) délivrée par l'Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises (ADPME) déclarant le statut du MPME du soumissionnaire sous peine de rejet de la déclaration de garantie.

12. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de **quatre-vingt-dix (90) jours** calendaires à compter de la date limite de soumission.

13. Les offres doivent être présentées et déposées par lot sous peine de rejet.

Cotonou, le **07-07-**2026

La Personne responsable des marchés publics

**Personne
Responsable
des Marchés
Publics**
Kouissi YACOBI